

Le livre de Michel Hau et Félix Torrès, « Le Virage Manqué », entre décapages et dérapages

Posté le : 28 décembre 2020 10:50 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile
Catégorie: Concepts fondamentaux, Crise systémique, Zone Euro, Europe de l'est, Attitudes, Crise mondiale, Histoire économique récente, Réforme, hyperfiscalité, Economie et politique, sécurité sociale, Fiscalité

La société des Belles Lettres a eu la bonne idée d'éditer l'ouvrage de deux membres éminents de notre université qui ont l'avantage d'être d'une génération proche de celle des membres de notre petit groupe et qui ont donc tout connu de l'époque qu'ils décrivent : 1974- 1984 (ce qui laisse la place pour une suite). Ils cherchent dans cette histoire une clef qui permette de comprendre nos difficultés actuelles. Pour avoir commis une livre, « l'Etrange désastre » qui traitait en partie de cette période, je trouve excellent que l'on revienne inlassablement sur les causes du naufrage économique français et il est vrai que les années soixante-dix ont été un moment critique.

Les auteurs ont connu tous les événements dont ils parlent. En plus de leurs études, ils ont nécessairement une impression existentielle du sujet. Les auteurs de notre génération tiennent pour acquis des connaissances et des faits qui se sont totalement en fait évaporés dans les limbes de l'oubli collectif et qui demandent aux jeunes générations un effort de connaissance alors que beaucoup laisse aller leur imagination et pensent selon les préjugés de l'époque actuelle. Les aider à une connaissance fondée est essentiel surtout quand on le fait honnêtement et à des fins explicatives.

Le livre est construit de manière simple et efficace : Il développe une thèse centrale, véritable fil rouge sur lequel va s'accrocher un inventaire d'une particulière exhaustivité de toutes les attitudes et de toutes les politiques qui en justifient la justesse et l'importance.

La thèse est connue et déjà généralement acceptée. Beaucoup trouvent opportun de la laisser sous le tapis ou de ne pas trop insister, « pour ne pas décourager ce qu'il reste de Billancourt » ? C'est-à-dire rien. Qu'affirme le livre : en voulant faire concourir les entreprises françaises dans une compétition mondiale totale avec des boulets aux pieds, les dirigeants français ont ruiné l'industrie du pays. L'avantage de ne servir qu'une seule idée dans un livre est que le clou finit par être bien enfoncé dans la tête du lecteur. Le risque est évidemment de vouloir trop prouver et d'ignorer des facteurs tout aussi importants pour la compréhension de la période couverte.

Pour les auteurs, le décrochage s'explique par l'accumulation de charges sur l'entreprise, qui l'ont empêché d'être compétitive à l'extérieur. Le keynésianisme des élites politiques françaises plus la démagogie socialiste sont les causes de cette évolution mortifère. Seul Raymond Barre, dont les auteurs sont visiblement énamourés, aurait pu remettre les choses en place avant qu'il ne soit trop tard. Mais l'élection de Mitterrand a tué la seule chance de changer de cap. Le grand virage se place dans les années 1974 -1975, où Giscard et Chirac se lancent dans une relance keynésienne folle sans se rendre compte qu'un monde nouveau était en train de s'installer et qu'il fallait se mettre en situation de s'adapter intelligemment, ce que beaucoup de pays ont fait mais pas la France qui au contraire, a pris le chemin contraire et l'a payé de sa prospérité.

L'ouvrage vaut pour la compilation qu'il propose des propos et des mesures qui ont conduit certains

à ne pas prendre le bon virage et d'autres à le faire. C'est une bibliothèque de référence à lui tout seul. Pour celui qui s'intéresse à l'histoire des idées et des pratiques économiques dominantes en France depuis 1974, c'est un travail monumental et formidable. Bravo !

Sur le fond, il n'y a strictement aucun doute que la France a voulu un système de concurrence mondiale tout en empêchant ses entreprises d'y gagner. Ce qui est une politique schizophrène manifeste, de longue durée, partagée par tous les grands dirigeants successifs et impardonnable, nul doute là-dessus. La compétitivité d'une économie est largement liée à la manière dont elle est gouvernée. Tout a été fait pour que l'entreprise française lutte avec des handicaps insurmontables.

Ce diagnostic est en fait partagé par presque tout le monde et depuis longtemps. Il faut dire que les résultats sont particulièrement navrants depuis également très longtemps. Nous sommes le pays en tête de classement mondial pour les dépenses de redistribution et la fiscalité, mais notre revenu moyen a stagné en valeur absolue et s'est étiolée par rapport à presque tous les autres pays. Nous avons un moloch étatique phénoménal et plus aucune fonction régalienne ne fonctionne. La Justice, la police, l'enseignement national, la santé, tout est à plat. L'armée fonctionne avec des bouts de ficelle et dans la dépendance. L'entreprise doit vivre avec les charges les plus lourdes du monde, des salariés qui travaillent souvent peu, qui sont souvent absents et qui partent tôt à la retraite. Les soldes extérieurs sont catastrophiques. Nous n'investissons quasiment plus. Le chômage devenu structurel est à des hauteurs extrêmes. Les Français méprisent désormais leurs élites politiques. Oui la France a décroché et elle est même tombée. La crise sanitaire n'a rien arrangé. A-t-elle point que l'avenir est désormais très incertain avec des risques de collapsus importants.

L'originalité du livre est d'avoir très justement réparti la responsabilité aussi bien sur la droite que sur la gauche. L'effondrement des deux partis de gouvernement dominants jusqu'en 2017 a assez prouvé que les électeurs français s'étaient approprié le constat.

Le livre vient donc au secours d'un constat désormais largement partagé dans l'opinion publique, en donnant au citoyen qui le voudra, le moyen de mieux comprendre « comment on en est arrivé là ». On sait malheureusement qu'il y aura toujours en France une fraction de la population pour penser qu'étatisme et socialisme sont les mamelles nécessaires de la politique française et que la démagogie empêchant de s'attaquer trop directement à l'électeur, c'est toujours sur le créateur de richesses que l'on s'abat. L'expérience de l'action des gouvernements depuis 2001, période non couverte par le livre, montre que tous ont été conscients qu'il fallait décharger l'entreprise, tous, mais qu'ils n'ont jamais pu aller très loin dans cette direction, tant le pays est peu disposé à en accepter les conséquences. La France est dans une impasse. Et ce n'est pas la crise sanitaire qui a entraîné une poussée invraisemblable des aides publiques tout en prouvant la nécessité de réinvestir dans la santé et les politiques régaliennes, qui offrira de sitôt un terreau favorable à des réformes fondamentales.

Le risque est donc grand que le livre passe aux oubliettes, écarté avec une belle unanimité par des factions politiques qui toutes considèrent que la conquête du pouvoir passer par des cadeaux sociaux au peuple.

Comme nous l'avons dit d'entrée de jeu, le livre, centré sur une explication unique, occulte certains faits ou néglige certaines situations, ce qui poussent les auteurs à des commentaires un peu trop à l'emporte-pièce ou à ne pas comprendre certaines dynamiques fondamentales.

Les auteurs expliquent que les Trente Glorieuses ne le sont pas tant que cela et que beaucoup d'erreurs y trouvent naissance. La dynamique politique de l'Etat providence, dite keynésienne, qui a poussé à des dépenses sociales publiques excessives, ne s'explique que par la crise de 1929 et les effets de la guerre. On a soldé l'avant-guerre dans l'immédiate après-guerre. La pression soviétique qui menaçait les démocraties européennes de l'intérieur et de l'extérieur imposait également une

action sociale qui évite le succès du communisme. Comme la guerre avait liquidé les fortunes, l'argent ne pouvait être trouvé que sur la valeur ajoutée là où elle apparaissait : dans l'entreprise.

Il aurait été intéressant que les auteurs analysent un peu plus pourquoi cela n'a pas empêché une croissance d'une rapidité historique. Une réponse est timidement tentée : les Trente Glorieuses seraient le fruit d'une circonstance particulière : l'exode rural qui a donné des bras par millions aux forces nouvelles de l'économie. Cela nous change des affirmations surjouées qui font soit de la reconstruction, soit de la quasi-gratuité du pétrole, soit du développement de la « bagnole, soit du Plan Marshall, la raison également fortuite et de court terme de la croissance rapide d'après-guerre. Cela reste un simplisme.

Les auteurs ont choisi de laisser totalement de côté, comme on le faisait chez les économistes dominants des années 1960, la notion de cycle et le rôle de l'organisation monétaire. Tout à leur démonstration que ce sont les contraintes réelles, au sein de marchés réels, qui ont provoqué la bascule de 74-75, ils ne voient pas l'extraordinaire importance d'une part des accords de Bretton Woods dans la croissance internationale d'après-guerre, ni réciproquement le rôle de leur destruction dans la crise du début des années 70. Si la relance de Giscard Chirac a échoué, c'est parce qu'en régime de changes flottants, toute relance finit par un chaos monétaire et doit être arrêtée d'urgence. De même, tout à sa mono explication par les charges publiques sur les entreprises, des malheurs du temps, les auteurs minimisent le poids sur la croissance de la hausse drastique du prix du pétrole. Du coup toute leur analyse des années 75-76 manquent de poids, car si ce qui est montré n'est pas faux, la démonstration est largement décalée des vrais mécanismes à l'œuvre.

De même il est impossible de comprendre la période sans tenir compte de mai 68 et de la poussée d'une influence socialiste qui menace de tout emporter. Les vents contraires politiques ont joué un rôle et il était évident que tout gouvernement se devait d'en tenir compte. Les poussées ultérieures de dépenses publiques seront d'abord conditionnées par les crises mondiales décennales à répétition, alors que les auteurs décrivent les analyses relatives aux crises périodiques. Ces crises touchent gravement, plus que la France, l'Allemagne, début 80, le Japon, début 90, les économies émergentes début 2000 et tout le monde en 2008. Mais la France en subi à chaque fois les conséquences politiques après les affres économiques.

Ces lacunes affaiblissent partiellement le propos du livre. L'option prise de monter en épingle un seul phénomène considéré comme central a cet inconvénient.

On aurait aimé que soit analysée plus profondément la terrible difficulté de revenir en arrière. Décharger l'entreprise c'est d'abord charger les particuliers sauf à réduire drastiquement les dépenses publiques. On a vu avec les APL ce que provoquait le transfert de quatre euros ! Tous les gouvernements, quelle que soit leur orientation politique, savent très bien depuis Maastricht qu'ils doivent restreindre les déficits publics. Ils ne le font pas parce que la caste qui a pris le pouvoir, l'Enarchie Compassionnelle, ne veut pas le faire au détriment des fonctionnaires et de leur propre pouvoir. Ils respectent les GOPE, les ordres budgétaires de la Commission Européenne, mais sans jamais toucher aux effectifs proprement administratifs. On l'a vu dans le domaine de la santé où on a réduit l'offre de soins mais jamais l'effectif pléthorique de 16.000 femmes fonctionnaires de catégorie A du ministère de la santé, qui, elles, ne soignent pas. Les différentes crises périodiques ont été supportées uniquement par le secteur privé, jamais par le secteur public. De même les hauts fonctionnaires qui nous dirigent ont laissé supporter à la SNCF un sureffectif de plus de 350.000 personnes pendant des décennies et ont baissé les bras à la première longue grève, lorsqu'ils ont souhaité recadrer, un peu, cette machine à faire des pertes et à trahir les usagers.

Le livre de Hau et Torrès est indispensable par sa belle compilation des mentalités qui rendent aveugles et des erreurs politiques qui ont été commises. Envoyer au casse-pipes nos entreprises dans la compétition mondiale en les chargeant à mort est bien une dimension de la folie française

qui a conduit la France là où elle est. La démonstration reste trop partielle pour bien cerner les mécanismes qui conduiront à la forme de chaos économique actuel.

Aujourd'hui il faut aller plus loin. Hollande avec le CICE et la loi El Khomry, Macron avec ses propres lois et ses promesses électorales, ont tout deux essayé, bien que socialistes, de faire baisser les charges sur les entreprises et de leur rendre la compétition moins déloyale. Le premier a vu la dissidence d'une partie de ses troupes. Le second a connu les Gilets Jaunes et les black blocks. La France est depuis gouvernée par les GOPE européens qui fixent ce qu'on attend d'elle comme réformes. Les Français ont le sentiment qu'une politique de rigueur permanente imposée par l'Union Européenne brise leur système de santé et de protection sociale. Les électeurs donnent la prime aux extrêmes ou à l'abstention. Ils méprisent désormais des élites qui ne les protègent plus.

L'opposition se voit sommée par quelques jeunes loups d'entrer dans le grand jeu de la démagogie et des promesses inconsidérées, façon hausses imassives du Smic et « restauration du pouvoir d'achat ». Pourquoi ne pas proposer « l'abaissement de l'âge de la retraite des travailleurs manuels, la recréation de l'autorisation administrative de licenciement, le retour de la garantie à 90% pour deux ans des allocations chômage, l'élargissement du champ de la Sécurité sociale à n'importe qui, le relèvement du minimum vieillesse. Face à la crise qui s'installe, au chômage qui progresse, l'Etat Providence ne doit-il pas renforcer sa protection ? » C'était le programme travailliste à la française de Chirac en 1975 ! Il reste des nostalgiques. Quant à Macron il a repris à son compte le plan vanté par Giscard : "la planification, qui doit rester l'outil essentiel de notre développement économique à moyen terme, doit connaître une profonde adaptation dans ses méthodes et ses objectifs... Le Plan devra assurer à la fois la modernisation de notre appareil productif, le développement des équipements collectifs, une meilleure utilisation des ressources publiques et une accentuation de nos efforts en vue d'une meilleure répartition des richesses... La finalité profonde du Plan devra être de rendre les Français plus heureux." Il suffirait d'ajouter la réduction du réchauffement climatique pour que le propos soit totalement actuel.

Les mentalités qui ont provoqué les défaillances de 74-75 sont encore bien vivaces. Ne parlons ni de Mélenchon ni de Le Pen !

Trouver la martingale politique qui permettra de sortir de cette impasse, au-delà du diagnostic, est la vraie énigme du moment.